



Taux actuels de d'émaciation : 7% retard de croissance : 29.2% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 18.9%

Source: Gouvernement du Myanmar (DHS, 2015-16)

Bons résultats

- Myanmar : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Myanmar : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Myanmar : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2015-2016.
- Myanmar : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Myanmar : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition de priorités pour les politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole.
- Myanmar : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Myanmar : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques, on note toujours l'absence d'objectifs de nutrition clairs assortis de délais.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (49.1% en 2016) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Myanmar : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Myanmar : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	5.3%	2016	23e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	4.9%	2015	32e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2016	28e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Médiocre	2013	45e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	81.3%	2015-2016	10e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2016	22e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2017	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	22e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	88%	2015	15e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	80.6%	2015	20e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	49.1%	2016	15e
Visites médicales pour les femmes enceintes	80.7%	2015-2016	35e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2012-2015	29e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Non	2017	43e ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2015-2016	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	20e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel